

**Conférence Régionale des Élus  
de la Gaspésie et  
des Îles-de-la-Madeleine  
États financiers consolidés  
au 31 mars 2013**

Rapport de l'auditeur indépendant	2 - 3
États financiers	
Résultats consolidés	4
Évolution de l'actif net consolidé	5
Flux de trésorerie consolidés	6
Situation financière consolidée	7
Notes complémentaires	8 - 22
Annexes consolidées	27



## Rapport de l'auditeur indépendant

Aux administrateurs de  
Conférence Régionale des Élus de la  
Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine

Raymond Chabot Grant Thornton  
S.E.N.C.R.L.  
9-1, rue Adams  
Gaspé (Québec) G4X 1E5

Téléphone : 418 368-5576  
Télécopieur : 418 368-6942  
[www.rcgt.com](http://www.rcgt.com)

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de l'organisme Conférence Régionale des Élus de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine, qui comprennent l'état de la situation financière consolidée au 31 mars 2013 et les états consolidés des résultats, de l'évolution de l'actif net et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

### Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

### Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

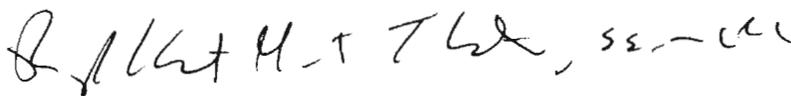
### **Opinion**

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'organisme Conférence Régionale des Élus de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine au 31 mars 2013 ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

### **Informations comparatives**

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur la note 3 des états financiers consolidés, qui indique que l'organisme Conférence Régionale des Élus de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine a adopté les Normes comptables canadiennes pour le secteur public le 1er avril 2012 et que sa date de transition était le 1er avril 2011. Ces normes ont été appliquées rétrospectivement par la direction aux informations comparatives contenues dans ces états financiers consolidés, y compris les états de la situation financière consolidés au 31 mars 2012 et au 1er avril 2011 et les états consolidés des résultats, de l'évolution de l'actif net et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé le 31 mars 2012 ainsi que les informations connexes. Nous n'avions pas pour mission de faire rapport sur les informations comparatives retraitées, de sorte qu'elles n'ont pas été auditées.

Nous attirons aussi l'attention sur la note 2 des états financiers, qui indique que l'organisme Conférence Régionale des Élus de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine a adopté les chapitres SP 1201, « Présentation des états financiers », et SP 3450, « Instruments financiers », le 1er avril 2012. Ces chapitres doivent être appliqués de façon prospective.

 1

Gaspé  
Le 21 juin 2013

# Conférence Régionale des Élus de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine

## Résultats consolidés

pour l'exercice terminé le 31 mars 2013

	2013-03-31		2012-03-31
	Budget	Réel	Réel
	\$	\$	\$
<b>Produits</b>			
Apports			
Subventions du gouvernement du Québec			
Fonctionnement	1 550 000	1 550 000	1 370 000
Investissement (Annexe A)	3 275 000	2 613 465	1 676 288
Mandats et projets spéciaux (Annexe B)	13 208 546	9 918 315	9 761 647
Autres (Annexe C)	274 776	351 368	445 870
	<u>18 308 322</u>	<u>14 433 148</u>	<u>13 253 805</u>
<b>Charges</b>			
Subventions du gouvernement du Québec -			
Investissement (Annexe D)	3 275 000	2 613 465	1 676 288
Instances démocratiques (Annexe E)	161 000	144 781	154 492
Rémunération du personnel (Annexe F)	1 099 944	1 097 267	975 234
Administration générale (Annexe G)	562 515	582 937	551 692
Mandats et projets spéciaux (Annexe H)	13 208 546	9 918 315	9 761 647
	<u>18 307 005</u>	<u>14 356 765</u>	<u>13 119 353</u>
<b>Excédent des produits par rapport aux charges</b>	<u>1 317</u>	<u>76 383</u>	<u>134 452</u>

Les notes complémentaires et les annexes consolidées font partie intégrante des états financiers consolidés.

## Conférence Régionale des Élus de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine

### Évolution de l'actif net consolidé

pour l'exercice terminé le 31 mars 2013

	2013-03-31		2012-03-31	
	Investi en immo- bilisations	Investi en placements	Non affecté	Total
Solde au début	\$ 222 065	\$ 107 128	\$ 351 841	\$ 546 582
Excédent (insuffisance) des produits par rapport aux charges	(70 866)	1 317	147 249	134 452
Investissement en immobilisations	38 836		(38 836)	
Solde à la fin	190 035	107 128	460 254	681 034

Les notes complémentaires et les annexes consolidées font partie intégrante des états financiers consolidés.

# Conférence Régionale des Élus de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine

## Flux de trésorerie consolidés

pour l'exercice terminé le 31 mars 2013

	<u>2013-03-31</u>	<u>2012-03-31</u>
	\$	\$
<b>ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT</b>		
Excédent des produits par rapport aux charges	76 383	134 452
Éléments hors caisse		
Amortissement des immobilisations corporelles	70 693	68 015
Perte (gain) sur la cession d'immobilisations corporelles	173	(755)
Variation nette d'éléments du fonds de roulement (note 4)	<u>542 198</u>	<u>(93 004)</u>
Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement	<u>689 447</u>	<u>108 708</u>
<b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS</b>		
Immobilisations corporelles	(38 936)	(33 426)
Cession d'immobilisations corporelles	<u>100</u>	<u></u>
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement en immobilisations	<u>(38 836)</u>	<u>(33 426)</u>
<b>ACTIVITÉS DE PLACEMENT</b>		
Variation nette du dépôt à terme et flux de trésorerie liés aux activités de placement	<u>150 000</u>	<u></u>
<b>Augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	<b>800 611</b>	<b>75 282</b>
Encaisse au début	<u>4 303 263</u>	<u>4 227 981</u>
Encaisse à la fin	<u>5 103 874</u>	<u>4 303 263</u>

Les notes complémentaires et les annexes consolidées font partie intégrante des états financiers consolidés.

# Conférence Régionale des Élus de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine

## Situation financière consolidée

au 31 mars 2013

	<u>2013-03-31</u>	<u>2012-03-31</u>	<u>2011-04-01</u>
	\$	\$	\$
<b>ACTIF</b>			
Court terme			
Encaisse	5 103 874	4 303 263	4 227 981
Dépot à terme, 1,24 % (1,36 % au 31 mars 2011) échéant en mars 2014	150 000	300 000	300 000
Comptes clients et autres créances (note 5)	1 815 564	2 135 982	2 587 938
Frais payés d'avance	1 474	1 474	1 474
	<u>7 070 912</u>	<u>6 740 719</u>	<u>7 117 393</u>
Long terme			
Placements (note 6)	107 128	107 128	107 128
Immobilisations corporelles (note 7)	190 035	222 065	255 899
	<u>7 368 075</u>	<u>7 069 912</u>	<u>7 480 420</u>
<b>PASSIF</b>			
Court terme			
Comptes fournisseurs et autres dettes de fonctionnement (note 8)	1 113 479	461 167	716 008
Long terme			
Apports reportés afférents aux opérations courantes (note 9)	5 497 179	5 927 711	6 217 830
	<u>6 610 658</u>	<u>6 388 878</u>	<u>6 933 838</u>
<b>ACTIF NET</b>			
Non affecté	460 254	351 841	183 555
Investi en placements	107 128	107 128	107 128
investi en immobilisations	190 035	222 065	255 899
	<u>757 417</u>	<u>681 034</u>	<u>546 582</u>
	<u>7 368 075</u>	<u>7 069 912</u>	<u>7 480 420</u>

Les notes complémentaires et les annexes consolidées font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour le conseil,

Administrateur

Administrateur

# Conférence Régionale des Élus de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine

## Notes complémentaires

au 31 mars 2013

---

### **1 - STATUTS ET OBJECTIF DE L'ORGANISME**

L'organisme est constitué en vertu de la Loi sur le ministère du Développement économique régional et de la Recherche (Québec). Il est reconnu à titre de personne morale de droit public. Il est un organisme sans but lucratif au sens de la Loi de l'impôt sur le revenu.

L'organisme regroupe des élus municipaux et des représentants de la société civile. Il voit à assurer la concertation des intervenants régionaux, le suivi et la mise en oeuvre de la planification stratégique régionale ainsi que la coordination et le suivi des actions et des programmes de développement sur le territoire.

L'organisme est reconnu par le gouvernement du Québec comme l'instance régionale représentative de la région de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine en matière de développement régional. Il gère les fonds de développement régional, ainsi que d'autres fonds attribués par le gouvernement de même que diverses ententes spécifiques.

### **2 - PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES**

#### **Base de présentation**

Les états financiers consolidés de l'organisme sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public contenues dans le *Manuel de comptabilité de l'ICCA pour le secteur public*. L'organisme a choisi d'appliquer les recommandations des normes comptables s'appliquant uniquement aux organismes sans but lucratif du secteur public énoncées dans les chapitres SP 4200 à SP 4270 du *Manuel de comptabilité de l'ICCA pour le secteur public*.

#### **Estimations comptables**

Pour dresser les états financiers consolidés, la direction de l'organisme doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers consolidés et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que l'organisme pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

#### **Principes de consolidation**

Ces états financiers incluent les comptes de l'organisme et de sa filiale, Fonds d'aide à l'entreprise.

#### **Actifs et passifs financiers**

L'organisme a appliqué au cours de l'exercice les recommandations des nouveaux chapitres SP 1201, « Présentation des états financiers », et SP 3450, « Instruments financiers », du *Manuel de comptabilité de l'ICCA pour le secteur public*. Ces nouveaux chapitres prescrivent une application prospective et, en conséquence, les montants comparatifs sont présentés conformément aux méthodes comptables appliquées par l'organisme avant l'adoption de ces nouveaux chapitres.

# Conférence Régionale des Élus de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine

## Notes complémentaires

au 31 mars 2013

---

### **2 - PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)**

#### *Évaluation initiale*

L'organisme comptabilise un actif financier ou un passif financier dans l'état de la situation financière lorsque, et seulement lorsque, il devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument financier. Sauf indication contraire, les actifs et passifs financiers sont initialement évalués au coût.

#### *Évaluation ultérieure*

À chaque date de clôture, les actifs et les passifs financiers de l'organisme sont évalués au coût ou au coût après amortissement (incluant toute dépréciation dans le cas des actifs financiers).

L'organisme détermine s'il existe une indication objective de dépréciation des actifs financiers, et ce, tant pour les actifs financiers qui sont évalués ultérieurement au coût après amortissement que pour ceux qui sont évalués ultérieurement à la juste valeur. Toute dépréciation des actifs financiers est comptabilisée à l'état des résultats et, dans le cas d'un actif financier classé dans la catégorie des instruments financiers évalués à la juste valeur, l'annulation de toute réévaluation nette est présentée dans l'état des gains et pertes de réévaluation lorsqu'une dépréciation est comptabilisée.

Dans le cas d'un placement de portefeuille, si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'il subit une moins-value durable. Toute augmentation ultérieure de la valeur d'un placement de portefeuille ayant fait l'objet d'une réduction de valeur n'est comptabilisée à l'état des résultats qu'au moment de sa réalisation.

### **Constatation des produits**

#### *Apports*

L'organisme applique la méthode du report pour comptabiliser les apports. Selon cette méthode, les apports affectés à des charges d'exercices futurs sont reportés et comptabilisés à titre de produits au cours de l'exercice où sont engagées les charges auxquelles ils sont affectés. Les apports non affectés sont comptabilisés à titre de produits lorsqu'ils sont reçus ou lorsqu'ils sont à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que son encaissement est raisonnablement assuré. Les apports reçus à titre de dotations sont présentés comme des augmentations directes de l'actif net.

#### *Revenus d'encadrement*

Les produits tirés d'encadrement sont constatés à la condition qu'un accord existe entre les parties, que la prestation des services soit achevée, que les honoraires soient déterminés ou déterminables et que le recouvrement soit raisonnablement assuré.

#### *Produits de placements*

Les opérations de placement sont comptabilisées à la date de transaction et les produits qui en découlent sont constatés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les produits de placements incluent les produits d'intérêts.

# Conférence Régionale des Élus de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine

## Notes complémentaires

au 31 mars 2013

### 2 - PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Les produits d'intérêts sont constatés en fonction du temps écoulé.

#### *Revenus de location*

L'organisme constate les revenus de location à court terme lors de la prestation du service au client, que le montant est déterminable et que le recouvrement est raisonnablement assuré.

#### **Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La politique de l'organisme est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires, incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent souvent entre le positif et le négatif, ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

#### **Immobilisations corporelles**

Les immobilisations corporelles acquises sont comptabilisées au coût. Lorsque l'organisme reçoit des apports sous forme d'immobilisations corporelles, le coût de celles-ci correspond à la juste valeur à la date de l'apport.

#### *Amortissements*

Les immobilisations corporelles sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon les méthodes, les taux annuels et la période qui suivent :

	<u>Méthodes</u>	<u>Taux et période</u>
Améliorations locatives	Linéaire	7 ans
Équipement informatique	Dégressif	30 %
Mobilier et agencements	Dégressif	20 %
Logiciels	Dégressif	30 %
Photocopieur	Dégressif	20 %
Site Web	Dégressif	30 %

#### *Réduction de valeur*

Lorsque l'organisme constate qu'une immobilisation corporelle n'a plus aucun potentiel de service à long terme, l'excédent de la valeur comptable nette de l'immobilisation corporelle sur sa valeur résiduelle est comptabilisé en charges à l'état des résultats.

# Conférence Régionale des Élus de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine

## Notes complémentaires

au 31 mars 2013

---

### **3 - APPLICATION INITIALE DES NORMES COMPTABLES CANADIENNES POUR LE SECTEUR PUBLIC**

Les présents états financiers sont les premiers états financiers de l'organisme établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public, incluant les recommandations des normes comptables s'appliquant uniquement aux organismes sans but lucratif du secteur public énoncées dans les chapitres SP 4200 à SP 4270 du *Manuel de comptabilité de l'ICCA pour le secteur public* (ci-après les « nouvelles normes comptables »). La date de transition aux nouvelles normes comptables est le 1er avril 2011.

Les méthodes comptables présentées à la note 2, découlant de l'application des nouvelles normes comptables, ont été utilisées pour la préparation des états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2013, des informations comparatives et de l'état de la situation financière d'ouverture à la date de transition, à l'exception de la méthode comptable relative aux actifs et passifs financiers, laquelle a fait l'objet d'une application prospective (les montants comparatifs étant présentés conformément aux méthodes comptables appliquées par l'organisme immédiatement avant l'adoption des nouvelles normes comptables).

#### **Exemptions relatives à l'application initiale**

Le chapitre SP 2125, « Première application par des organismes publics », contient des exemptions à l'application rétrospective complète dont l'organisme peut se prévaloir au moment de la transition. L'organisme n'a appliqué aucune exemption facultative.

#### **Incidence de la transition sur l'actif net au 1er avril 2011**

L'incidence de la transition aux nouvelles normes comptables sur l'actif net de l'organisme à la date de transition, soit le 1er avril 2011, n'est pas significative.

#### **Rapprochement de l'excédent des produits par rapport aux charges au 31 mars 2012**

L'excédent des produits par rapport aux charges au 31 mars 2012 établi selon les nouvelles normes comptables correspond approximativement à celui établi selon le référentiel comptable antérieur (normes comptables prébasculément).

#### **État des flux de trésorerie consolidés**

Les normes comptables relatives aux flux de trésorerie contenues dans les nouvelles normes comptables sont semblables à celles contenues dans le référentiel comptable antérieur. Aucun ajustement important n'a été apporté à l'état des flux de trésorerie de l'organisme, à l'exception du fait que les nouvelles normes comptables requièrent de présenter distinctement les activités d'investissement en immobilisations et les activités de placement.

# Conférence Régionale des Élus de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine

## Notes complémentaires

au 31 mars 2013

### 4 - INFORMATIONS SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

Les variations d'éléments du fonds de roulement se détaillent comme suit :

	<u>2013-03-31</u>	<u>2012-03-31</u>
	\$	\$
Comptes clients et autres créances	320 418	451 956
Comptes fournisseurs et autres dettes de fonctionnement	652 312	(254 841)
Apports reportés afférents aux opérations courantes	<u>(430 532)</u>	<u>(290 119)</u>
	<u>542 198</u>	<u>(93 004)</u>

### 5 - COMPTES CLIENTS ET AUTRES CRÉANCES

	<u>2013-03-31</u>	<u>2012-03-31</u>
	\$	\$
Partenaires (a)	465 384	330 147
Subventions gouvernementales à recevoir	564 611	1 212 745
Intérêts courus	87	190
Corporation du Chemin de Fer de la Gaspésie, sans intrêt	992	992
Fonds régional d'assistance à la prospection minière, sans intérêt	116 453	116 453
Avance au Transport collectif, sans intérêt	609 199	401 673
Employés	8 225	12 231
Taxes à la consommation	<u>50 613</u>	<u>61 551</u>
	<u>1 815 564</u>	<u>2 135 982</u>

(a) Au 31 mars 2013, un partenaire représente 76 % du total des partenaires (68 % au 31 mars 2012).

### 6 - PLACEMENTS

	<u>2013-03-31</u>	<u>2012-03-31</u>
	\$	\$
1 action du Fonds d'aide à l'entreprise	1	1
51 875 actions de catégorie «E» de Les produits et services Pimo inc.	1	1
12 000 actions de catégorie «G» de Les produits Tapp inc.	12 000	12 000
60 125 actions de catégorie «H» de 9023-7645 Québec inc.	60 125	60 125
35 000 actions de catégorie «I» de 9047-9007 Québec inc.	35 000	35 000
79 000 actions de catégorie «G» de Société de recherche Surgicure inc.	1	1
	<u>107 128</u>	<u>107 128</u>

# Conférence Régionale des Élus de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine

## Notes complémentaires

au 31 mars 2013

### 7 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	<b>2013-03-31</b>		<b>2012-03-31</b>
	Coût	Amortis- sement cumulé	Valeur comptable nette
	\$	\$	\$
Améliorations locatives	306 356	220 859	85 497
Équipement informatique	227 435	188 518	38 917
Mobilier et agencements	212 291	167 513	44 778
Logiciels	50 340	41 790	8 550
Photocopieur	1 899	1 884	15
Site Web	25 766	13 488	12 278
	<b>824 087</b>	<b>634 052</b>	<b>190 035</b>
			<b>222 065</b>

### 8 - COMPTES FOURNISSEURS ET AUTRES DETTES DE FONCTIONNEMENT

	<b>2013-03-31</b>	<b>2012-03-31</b>
	\$	\$
Comptes fournisseurs	862 147	284 977
Salaires à payer	144 599	118 406
Charges sociales à payer	106 733	57 784
	<b>1 113 479</b>	<b>461 167</b>

Les sommes à remettre à l'État totalisent 106 733 \$ au 31 mars 2013 (57 784 \$ au 31 mars 2012).

### 9 - APPORTS REPORTÉS AFFÉRENTS AUX OPÉRATIONS COURANTES

Les apports reportés afférents aux opérations courantes représentent des subventions du gouvernement provincial destinées à couvrir les charges des différents projets du prochain exercice.

	<b>2013-03-31</b>	<b>2012-03-31</b>
	\$	\$
Fonds d'interventions régionales		
Solde au début et à la fin	56 670	56 670
Fonds d'aide à l'entreprise - capital		
Solde de début	41 778	41 778
Transfert au projet - Stratégie d'établissement durable	(41 778)	
Solde à la fin	-----	41 778
Fonds d'investissement Jeunesse		
Solde au début	151 647	151 647
Transfert au projet - Stratégie d'établissement durable	(151 647)	
Solde à la fin	-----	151 647

# Conférence Régionale des Élus de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine

## Notes complémentaires

au 31 mars 2013

### 9 - APPORTS REPORTÉS AFFÉRENTS AUX OPÉRATIONS COURANTES (suite)

	<u>2013-03-31</u>	<u>2012-03-31</u>
	\$	\$
Ministère des affaires municipales		
Solde au début et à la fin	<u>2 397</u>	<u>2 397</u>
Table des aînés		
Solde au début	36 704	54 614
Montant encaissé	137 305	116 116
Montant constaté aux résultats	<u>(115 167)</u>	<u>(134 027)</u>
Solde à la fin	<u>58 842</u>	<u>36 704</u>
Fonds de développement régional		
Solde au début	479 036	1 525 323
Montant encaissé	2 450 000	630 000
Montant constaté aux résultats	<u>(2 613 465)</u>	<u>(1 676 287)</u>
Solde à la fin	<u>315 571</u>	<u>479 036</u>
Forum jeunesse, Fonds jeunesse René-Lévesque et Fonds régional d'investissement jeunesse		
Solde au début	662 428	1 351 093
Montant encaissé	977 783	1 219 896
Montant constaté aux résultats	<u>(784 301)</u>	<u>(1 908 561)</u>
Solde à la fin	<u>855 910</u>	<u>662 428</u>
Plan de communication "Valorisation formation"		
Solde au début		44 358
Ajustement au solde d'ouverture		<u>(44 358)</u>
Solde à la fin		<u>-----</u>
Fonds de soutien au développement culturel (MCC et Jeunesse)		
Solde au début	38 241	73 688
Transfert au projet - Entente spécifique développement culturel participation jeunesse	<u>(12 500)</u>	
Montant encaissé	120 000	12 500
Montant constaté aux résultats	<u>(95 168)</u>	<u>(47 947)</u>
Solde à la fin	<u>50 573</u>	<u>38 241</u>
Programme de mise en valeur des ressources du milieu forestier		
Solde au début	805 348	753 327
Montant encaissé	2 951 615	2 954 288
Montant constaté aux résultats	<u>(2 816 992)</u>	<u>(2 902 267)</u>
Solde à la fin	<u>939 971</u>	<u>805 348</u>

# Conférence Régionale des Élus de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine

## Notes complémentaires

au 31 mars 2013

### 9 - APPORTS REPORTÉS AFFÉRENTS AUX OPÉRATIONS COURANTES (suite)

	<u>2013-03-31</u>	<u>2012-03-31</u>
	\$	\$
Fonds de support à la diversification économique (MAMROT)		
Solde au début	119 575	8 123
Montant encaissé	117 000	237 000
Montant constaté aux résultats	<u>(170 772)</u>	<u>(125 548)</u>
Solde à la fin	<u>65 803</u>	<u>119 575</u>
Table de concertation régionale des véhicules hors route		
Solde au début	23 843	60 112
Montant encaissé	(2 000)	38 285
Montant constaté aux résultats	<u>(16 377)</u>	<u>(74 554)</u>
Solde à la fin	<u>5 466</u>	<u>23 843</u>
Entente en économie sociale		
Solde au début	10 206	
Montant encaissé	141 498	98 059
Montant constaté aux résultats	<u>(63 484)</u>	<u>(87 853)</u>
Solde à la fin	<u>88 220</u>	<u>10 206</u>
Fonds d'urgence pour réparation de chemins et sentiers forestiers		
Solde au début	2 046 872	
Montant encaissé	1 169 714	3 499 760
Montant constaté aux résultats	<u>(3 200 859)</u>	<u>(1 452 888)</u>
Solde à la fin	<u>15 727</u>	<u>2 046 872</u>
Certification forestière		
Solde au début	50 000	
Montant encaissé	655	50 000
Montant constaté aux résultats	<u>(50 655)</u>	
Solde à la fin	<u>50 000</u>	<u>50 000</u>
Fondation communautaire de la Gaspésie		
Solde au début et à la fin	<u>41 848</u>	<u>41 848</u>
Participation régionale à la mise en valeur des forêts		
Solde au début et à la fin	<u>7 157</u>	<u>7 157</u>
Activités de l'international		
Solde au début et à la fin	<u>75 409</u>	<u>75 409</u>

# Conférence Régionale des Élus de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine

## Notes complémentaires

au 31 mars 2013

### 9 - APPORTS REPORTÉS AFFÉRENTS AUX OPÉRATIONS COURANTES (suite)

	<u>2013-03-31</u>	<u>2012-03-31</u>
	\$	\$
Entente immigration participation jeunesse		
Montant encaissé	27 880	
Montant constaté aux résultats	<u>(14 000)</u>	
Solde à la fin	<u>13 880</u>	
Programme régional de développement agro-alimentaire		
Solde au début	324 954	629 796
Montant constaté aux résultats	<u>(158 250)</u>	<u>(304 842)</u>
Solde à la fin	<u>166 704</u>	<u>324 954</u>
Engagement jeunesse		
Solde au début	90 533	21 663
Montant encaissé	(5 000)	81 836
Montant constaté aux résultats	<u>(42 263)</u>	<u>(12 966)</u>
Solde à la fin	<u>43 270</u>	<u>90 533</u>
Entente de collaboration lutte contre la pauvreté		
Solde au début	324 399	440 616
Transfert au projet - Alliance pour la solidarité	(36 052)	
Montant encaissé	126 469	271 860
Montant constaté aux résultats	<u>(153 656)</u>	<u>(388 077)</u>
Solde à la fin	<u>261 160</u>	<u>324 399</u>
Alliance pour la solidarité		
Solde au début		9 827
Transfert du projet - Entente de collaboration lutte contre la pauvreté	36 052	
Montant encaissé	1 695 519	87 022
Montant constaté aux résultats	<u>(117 157)</u>	<u>(96 849)</u>
Solde à la fin	<u>1 614 414</u>	
Entente sur les conditions de vie des aînés		
Solde au début	306 454	334 742
Montant encaissé	238 000	230 860
Montant constaté aux résultats	<u>(364 716)</u>	<u>(259 148)</u>
Solde à la fin	<u>179 738</u>	<u>306 454</u>

# Conférence Régionale des Élus de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine

## Notes complémentaires

au 31 mars 2013

### 9 - APPORTS REPORTÉS AFFÉRENTS AUX OPÉRATIONS COURANTES (suite)

	<u>2013-03-31</u>	<u>2012-03-31</u>
	\$	\$
Entente spécifique en immigration		
Solde au début	70 339	146 968
Montant encaissé	103 709	117 468
Montant constaté aux résultats	<u>(121 934)</u>	<u>(194 097)</u>
Solde à la fin	<u>52 114</u>	<u>70 339</u>
Entente arts et lettres participation jeunesse		
Montant encaissé	70 000	
Montant constaté aux résultats	<u>(40 000)</u>	
Solde à la fin	<u>30 000</u>	
Programme de maintien de l'accessibilité aux terres du domaine de l'État à vocation faunique et multiresource		
Solde au début	4 749	264 963
Montant encaissé	53	51 900
Montant constaté aux résultats		<u>(312 114)</u>
Solde à la fin	<u>4 802</u>	<u>4 749</u>
Bureau de logistique des transports		
Solde au début		28 784
Montant encaissé	115 934	46 816
Montant constaté aux résultats	<u>(7 479)</u>	<u>(75 600)</u>
Solde à la fin	<u>108 455</u>	
Innovare		
Solde au début	122 239	89 235
Montant encaissé	53 656	143 250
Montant constaté aux résultats	<u>(117 654)</u>	<u>(110 246)</u>
Solde à la fin	<u>58 241</u>	<u>122 239</u>
Entente spécifique Fonds de Soutien aux événements culturels		
Solde au début	34 885	3 692
Montant encaissé	3 000	57 000
Montant constaté aux résultats	<u>(36 500)</u>	<u>(25 807)</u>
Solde à la fin	<u>1 385</u>	<u>34 885</u>

# Conférence Régionale des Élus de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine

## Notes complémentaires

au 31 mars 2013

### 9 - APPORTS REPORTÉS AFFÉRENTS AUX OPÉRATIONS COURANTES (suite)

	<u>2013-03-31</u>	<u>2012-03-31</u>
	\$	\$
Instance Régionale de Mobilisation pour l'amélioration des conditions de réussite des jeunes Gaspésiens et Madelinots		
Montant encaissé	407 725	
Montant constaté aux résultats	<u>(267 916)</u>	
Solde à la fin	<u>139 809</u>	
Stratégie d'établissement durable		
Transfert des projets - Fonds d'aide à l'entreprise - capital et Fonds d'investissement Jeunesse	193 425	
Montant encaissé	10 743	
Montant constaté aux résultats	<u>(55 640)</u>	
Solde à la fin	<u>148 528</u>	
Réseau des partenaires en développement des collectivités		
Montant encaissé	141 496	
Montant constaté aux résultats	<u>(51 381)</u>	
Solde à la fin	<u>90 115</u>	
Partenaires - Services partagés en technologie de l'information et des communications		
Montant encaissé	16 875	
Montant constaté aux résultats	<u>(15 000)</u>	
Solde à la fin	<u>1 875</u>	
Entente spécifique développement culturel participation jeunesse		
Transfert du projet Fonds de soutien au développement culturel (MCC et Jeunesse)	12 500	
Montant encaissé	12 500	
Montant constaté aux résultats	<u>(21 875)</u>	
Solde à la fin	<u>3 125</u>	
	<u>5 497 179</u>	<u>5 927 711</u>

### 10 - FONDS D'INTERVENTIONS RÉGIONALES

Dans le Fonds d'interventions régionales, le conseil avait autorisé des projets pour 14 707 553 \$ au 31 mars 2007; de ce montant, aucun déboursé n'a été effectué en 2013 et 2012. De plus, un montant de 56 670 \$ constitue un solde engagé mais non déboursé au 31 mars 2013 et 2012.

# Conférence Régionale des Élus de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine

## Notes complémentaires

au 31 mars 2013

### 11 - FONDS D'AIDE À L'ENTREPRISE

Au 31 mars 2007, le conseil d'administration de la Corporation Fonds d'Aide à l'Entreprise avait autorisé l'émission de certificats de garantie de prêt pour 4 970 850 \$. Aucun intérêt n'a été versé durant l'exercice financier se terminant le 31 mars 2013 et 2012. Le solde de 41 778 \$ a été versé au projet Stratégie d'établissement durable.

### 12 - FONDS D'INVESTISSEMENT JEUNESSE

Le programme de ce fonds est géré par le Fonds d'aide à l'entreprise en collaboration avec la Conférence Régionale des Élus de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine.

Au 31 mars 2007, le conseil s'était engagé à verser un total de 367 784 \$ en prime d'établissement. Il n'y a eu aucun déboursé en 2013 et 2012. De plus, il s'était engagé à verser un total de 670 190 \$ en capital-actions. Aussi, un montant de 151 647 \$ a été versé au projet Stratégie d'établissement durable.

### 13 - FONDS DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

Fonds de gestion, institué par l'article 24 de la Loi sur le ministère des Régions et affecté au financement des mesures prévues dans le cadre des ententes spécifiques et des projets à caractère régional, et dont l'administration financière est confiée au ministère. Ce fonds a pour but d'appuyer les initiatives de développement régional. Le déboursé est effectué directement par la Conférence Régionale des Élus de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine à partir de son compte courant, sous réserve des crédits disponibles.

Au 31 mars 2013, les engagements et les déboursés cumulatifs en vertu de ce fonds, se détaillent comme suit :

	Engagements	Déboursés
	\$	\$
Fonds conjoncturel régional (de 1998 à 2003)	2 553 361	2 548 524
Stratégie de diversification économique (de 1998 à 2003)	1 440 677	1 420 726
Projets structurants (depuis 2004)	8 011 159	7 394 293
Études et recherches (depuis 2004)	808 619	712 538
Ententes spécifiques et de partenariat (depuis 1998)	8 741 718	8 162 640
Support aux organismes de développement	2 121 780	2 051 880
Fonds de modulation	50 000	50 000
Volet international	245 876	263 552
Fonds régionaux d'intervention	786 000	695 390
Projets régionaux	1 002 401	783 015
	<u>25 761 591</u>	<u>24 082 558</u>

# Conférence Régionale des Élus de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine

## Notes complémentaires

au 31 mars 2013

### 13 - FONDS DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL (suite)

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2013, les engagements ont été les suivants:

	Budget	Engagements
	\$	\$
Projets structurants	1 000 000	761 176
Ententes spécifiques et de partenariat	1 000 000	728 174
Support aux organismes de développement	500 000	410 500
Volet international	25 000	25 000
Projets régionaux	750 000	468 074
	<u>3 275 000</u>	<u>2 392 924</u>

### 14 - FONDS RÉGIONAL D'INVESTISSEMENT JEUNESSE

Dans le Fonds régional d'investissement jeunesse, le conseil avait autorisé des projets pour 5 198 019 \$ au 31 mars 2013 (4 204 819 \$ au 31 mars 2012); un montant de 4 604 995 \$ a été déboursé au 31 mars 2013 (4 093 726 \$ au 31 mars 2012).

### 15 - PROGRAMME DE MAINTIEN DE L'ACCESSIBILITÉ AUX TERRES DU DOMAINE DE L'ÉTAT À VOCATION FAUNIQUE ET MULTIRESSOURCE

Des projets pour un montant de 4 754 548 \$ ont été autorisés au 31 mars 2013; de ce montant, 4 746 974 \$ ont été déboursés au 31 mars 2013 (1 532 428 \$ au 31 mars 2012).

### 16 - BUDGET 2013

Les chiffres qui apparaissent dans la colonne "Budget 2013" à l'état des résultats ont été fournis par l'organisme et sont présentés pour fins d'information seulement.

### 17 - INSTRUMENTS FINANCIERS

#### Objectifs et politiques en matière de gestion des risques financiers

L'organisme est exposée à divers risques financiers qui résultent à la fois de ses activités de fonctionnement, de placement et de financement. La gestion des risques financiers est effectuée par la direction de l'organisme.

Au cours de l'exercice, il n'y a eu aucune modification de politiques, procédures et pratiques de gestion des risques concernant les instruments financiers. Les moyens que l'organisme utilise pour gérer chacun des risques financiers sont décrits dans les paragraphes qui suivent

#### Risques financiers

Les principaux risques financiers auxquels l'organisme est exposée ainsi que les politiques en matière de gestion des risques financiers sont détaillés ci-après.

# Conférence Régionale des Élus de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine

## Notes complémentaires

au 31 mars 2013

---

### 17 - INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

#### *Risque de crédit*

L'organisme est exposé au risque de crédit relativement aux actifs financiers comptabilisés à l'état de la situation financière. L'organisme a déterminé que les actifs financiers l'exposant davantage au risque de crédit sont les comptes à recevoir de partenaires, les subventions à recevoir et les autres comptes à recevoir d'autres organismes et employés étant donné que le manquement d'une de ces parties à ses obligations pourrait entraîner des pertes financières importantes pour l'organisme.

Le solde des comptes à recevoir de partenaires, les subventions à recevoir et les autres comptes à recevoir d'autres organismes et employés est géré et analysé de façon continue et, de ce fait, l'exposition de l'organisme aux créances douteuses n'est pas importante.

Le risque de crédit relatif à l'encaisse et au dépôt à terme est considéré comme négligeable puisqu'ils sont détenus dans une institution financière reconnue dont la notation externe de crédit est de bonne qualité.

#### *Risque de marché*

Les instruments financiers de l'organisme l'exposent au risque de marché, plus particulièrement au risque de taux d'intérêt :

##### – Risque de taux d'intérêt :

L'organisme est exposé au risque de taux d'intérêt relativement aux actifs et passifs financiers portant intérêt à taux fixe et variable.

Le dépôt à terme porte intérêt à taux fixe et expose donc l'organisme au risque de variations de la juste valeur découlant des fluctuations des taux d'intérêt.

Les autres actifs et passifs financiers de l'organisme ne présentent aucun risque de taux d'intérêt étant donné qu'ils ne portent pas intérêt.

#### *Risque de liquidité*

Le risque de liquidité de l'organisme est le risque qu'il éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à ses passifs financiers. L'organisme est donc exposé au risque de liquidité relativement à l'ensemble des passifs financiers comptabilisés à l'état de la situation financière.

La gestion du risque de liquidité vise à maintenir un montant suffisant de trésorerie et d'équivalents de trésorerie et à s'assurer que l'organisme dispose de sources de financement de montant autorisé suffisant. L'organisme établit des prévisions budgétaires et de trésorerie afin de s'assurer qu'il dispose des fonds nécessaires pour acquitter ses obligations.

### **Valeur comptable des actifs et des passifs financiers par catégories**

Les actifs et passifs financiers de l'organisme, totalisant respectivement 7 018 825 \$ et 1 006 746 \$ (6 677 694 \$ et 403 383 \$ au 31 mars 2012), ont tous été classés dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût après amortissement.

# Conférence Régionale des Élus de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine

## Notes complémentaires

au 31 mars 2013

---

### **18 - ENGAGEMENTS**

L'organisme est engagé par un contrat de location d'un photocopieur échéant en janvier 2017, à verser une somme de 31 944 \$. Les paiements minimums exigibles pour les prochains exercices s'élèvent à 7 986 \$ en 2014, 2015, 2016 et 2017.

De plus, l'organisme est engagé par un contrat de location de locaux échéant en septembre 2015, à verser une somme de 21 283 \$. Les paiements minimums exigibles pour les prochains exercices s'élèvent à 14 188 \$ en 2014 et 7 095 \$ en 2015.

En plus, l'organisme est engagé par un contrat de location d'une timbreuse échéant en juillet 2016, à verser une somme de 1 250 \$. Les paiements minimums exigibles pour les prochains exercices s'élèvent à 500 \$ en 2014, 2015 et 250 \$ en 2016.

Finalement, l'organisme est engagé par un contrat de location d'un local échéant en septembre 2016, à verser une somme de 214 467 \$. Les paiements minimums exigibles pour les prochains exercices s'élèvent à 77 988 \$ en 2014, 2015 et 58 491 \$ en 2016.

**Conférence Régionale des Élus de la  
Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine  
Annexes consolidées**

pour l'exercice terminé le 31 mars 2013

	2013-03-31		2012-03-31
	Budget	Réel	Réel
	\$	\$	\$
<b>ANNEXE A - Produits - Subventions du Gouvernement du Québec - Investissement</b>			
Fonds de développement régional			
Fonds régionaux d'intervention		223 074	138 000
Études et recherches			17 795
Volet International	25 000	23 150	23 690
Support aux organismes de développement	500 000	505 093	181 539
Projets structurants	1 000 000	718 669	504 380
Politique cadre en tourisme durable		73 878	13 839
Région numérique		63 691	68 038
Plan quinquennal		24 525	
Projets à caractère régionaux	750 000	32 559	218 076
Ententes spécifiques	1 000 000	948 826	510 931
	<b>3 275 000</b>	<b>2 613 465</b>	<b>1 676 288</b>
<b>ANNEXE B - Produits - Mandats et projets spéciaux</b>			
Fonds régional Investissement Jeunesse	475 000	503 358	1 522 276
Forum jeunesse	265 950	263 094	312 023
Fonds jeunesse René-Lévesque	17 849	17 849	74 262
Réseau des partenaires en développement des collectivités		51 381	
Table des aînés	125 200	115 167	134 027
Entente de collaboration lutte à la pauvreté	527 980	153 656	388 077
Programme de maintien de l'accessibilité aux terres du domaine de l'État à vocation faunique et multiresource	4 750		312 114
Programme de mise en valeur des ressources du milieu forestier	2 968 000	2 756 513	2 837 724
Administration	68 000	60 479	64 543
Cerf de Virginie	20 000	19 100	18 500
Certification foresterie		50 655	
Fonds de soutien au développement culturel (MCC)	51 966	95 168	47 947
Fonds de support à la diversification économique (MAMROT)	120 000	170 772	125 548
Entente en économie sociale	107 205	63 484	87 852
Alliance pour solidarité	2 174 110	117 157	96 849
Société du chemin de fer Gaspésie		106 570	98 474
Commission des Ressources naturelles et du territoire	600 000	666 787	595 296
Ressources naturelles alternatives		(192)	28 224
Transport collectif		90 663	71 400
Table de concertation régionale des véhicules hors route	61 843	16 377	74 554
Partenaires - Services partagés en technologie de l'information et des communications		15 000	
Fonds d'urgence pour la réparation de chemins et sentiers forestiers	3 397 112	3 200 859	1 452 888
Mobilité durable			47 245
Éolien communautaire		37 217	135 290
Stratégie d'établissement durable		55 640	
Programme régional de développement agro-alimentaire	324 954	158 250	304 842

**Conférence Régionale des Élus de la  
Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine**  
**Annexes consolidées**  
pour l'exercice terminé le 31 mars 2013

	2013-03-31		2012-03-31
	Budget	Réel	Réel
	\$	\$	\$
Subvention condition féminine	27 000	30 000	27 000
Forum Innovation		6 165	
Engagement jeunesse	77 150	42 263	12 966
Entente sur les conditions de vie des aînés	574 204	364 716	259 148
Entente spécifique en immigration	52 458	121 934	194 097
Bureau de logistique des transports	255 934	7 479	75 600
Mentorat		20 104	
Innovare	205 000	117 654	110 246
Instance Régionale de Mobilisation pour l'amélioration des conditions de réussite des jeunes Gaspésiens et Madelinots	643 341	267 916	146 092
Entente spécifique Fonds de Soutien aux événements culturels	39 040	36 500	25 807
Entente immigration participation jeunesse		14 000	
Entente spécifique développement culturel participation jeunesse		21 875	
Entente arts et lettres participation jeunesse		40 000	
Entente arts et lettres autres partenaires		15 000	
Table Éducation et Formation Emploi	24 500	27 705	80 736
	<b>13 208 546</b>	<b>9 918 315</b>	<b>9 761 647</b>
<b>ANNEXE C - Produits - autres</b>			
Intérêts	18 000	36 006	19 117
Encadrement Entente de collaboration lutte contre la pauvreté			4 140
Encadrement Programme de mise en valeur des ressources du milieu forestier	27 000	27 000	25 000
Encadrement Aînés	3 000	3 000	3 000
Encadrement Stratégie d'établissement durable		15 950	
Encadrement Forum jeunesse	6 000	6 000	18 000
Encadrement Commissions des Ressources Naturelles et du territoire	100 000	100 000	100 000
Encadrement Réseau des partenaires en développement des collectivités		8 502	
Encadrement Mobilité durable			7 800
Encadrement Table de concertation régionale des véhicules hors route	2 000	2 000	2 000
Encadrement Fonds de diversification économique	3 000	3 000	3 000
Encadrement Alliance pour la solidarité	16 350	16 350	
Encadrement Engagement jeunesse	2 500	1 000	2 550
Encadrement Entente sur les conditions de vie des aînés			7 140
Encadrement Entente spécifique en immigration	4 500	4 500	4 500
Encadrement Société du chemin de fer de la Gaspésie	12 000	8 420	6 100
Encadrement Fonds d'urgence pour la réparation de chemins et sentiers forestiers	17 460	13 686	79 540
Encadrement Entente en économie sociale	3 000	8 502	3 000
Encadrement Transport collectif	3 000	40 000	40 000
Encadrement Bureau de logistique des Transports	5 000	5 000	7 250
Revenus de location - Bureau de logistique des Transports			11 000

**Conférence Régionale des Élus de la  
Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine**  
**Annexes consolidées**  
pour l'exercice terminé le 31 mars 2013

	2013-03-31		2012-03-31
	Budget	Réel	Réel
	\$	\$	\$
Revenus de location - Réseau des partenaires en développement des collectivités		3 180	
Encadrement Éolien communautaire	12 000	3 427	13 529
Encadrement Innovare			26 250
Encadrement Table Éducation et Formation Emploi	500	554	1 860
Encadrement Instance Régionale de Mobilisation pour l'amélioration des conditions de réussite des jeunes Gaspésiens et Madelinots	11 966	14 575	6 740
Gain sur la cession d'immobilisations corporelles			755
Revenus de location - Instance Régionale de Mobilisation pour l'amélioration des conditions de réussite des jeunes Gaspésiens et Madelinots		3 180	
Encadrement Programme régional de développement agro-alimentaire	13 500		
Recouvrement de dépenses		5 403	41 684
Revenus divers	14 000	22 133	11 915
	<b>274 776</b>	<b>351 368</b>	<b>445 870</b>
<b>ANNEXE D - Charges - Subvention du Gouvernement du Québec - Investissements</b>			
Fonds de développement régional			
Fonds régionaux d'intervention		223 074	138 000
Études et recherches			17 795
Volet International	25 000	23 150	23 690
Support aux organismes de développement	500 000	505 093	181 539
Projets structurants	1 000 000	718 669	504 380
Politique cadre en tourisme durable		73 878	13 839
Région numérique		63 691	68 038
Plan quinquennal		24 525	
Projets à caractère régionaux	750 000	32 559	218 076
Ententes spécifiques	1 000 000	948 826	510 931
	<b>3 275 000</b>	<b>2 613 465</b>	<b>1 676 288</b>
<b>ANNEXE E - Charges - Instances démocratiques</b>			
Déplacements	86 000	81 636	84 982
Réunions	30 000	25 570	28 265
Allocation versée aux élus	45 000	37 575	41 245
	<b>161 000</b>	<b>144 781</b>	<b>154 492</b>
<b>ANNEXE F - Charges - Rémunération du personnel</b>			
Salaires	909 045	908 858	804 268
Charges sociales	190 899	188 409	170 966
	<b>1 099 944</b>	<b>1 097 267</b>	<b>975 234</b>

**Conférence Régionale des Élus de la  
Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine**  
**Annexes consolidées**  
pour l'exercice terminé le 31 mars 2013

	2013-03-31		2012-03-31
	Budget	Réel	Réel
	\$	\$	\$
<b>ANNEXE G - Charges - Administration générale</b>			
Frais des locaux			
Charges locatives	125 665	125 435	109 671
Taxes, assurances et permis	6 000	5 760	5 432
Entretien et réparation	500		
Amortissements des immobilisations corporelles	62 000	70 693	68 015
Communications	15 000	6 839	10 389
Déplacements	74 000	82 600	71 115
Frais de bureau			
Fournitures de bureau	7 000	7 876	6 350
Poste et messagerie	5 000	5 493	5 667
Location d'équipement	500	107	
Informatique et équipements	5 000	3 292	4 197
Entretien ménager des locaux	6 500	5 663	5 820
Entretien du matériel de bureau	1 000	2 083	705
Télécommunications	35 000	36 820	33 220
Publicité			
Publicité et commandites	35 000	40 898	27 727
Documents et abonnements	4 000	3 212	3 390
Frais de reprographie	10 000	10 076	9 898
Formation	10 000	16 039	8 627
Cotisations	500	8 702	343
Frais de recrutement	6 000	4 877	10 071
Honoraires professionnels	40 000	35 296	31 750
Frais juridiques	5 000	376	3 774
Frais comptables	8 250	8 062	7 755
Services informatiques	100 000	95 884	85 563
Frais des projets		5 403	41 684
Perte sur la cession d'immobilisations corporelles		173	
Frais bancaires et administration	600	1 278	529
	<b>562 515</b>	<b>582 937</b>	<b>551 692</b>
<b>ANNEXE H - Charges - Mandats et projets spéciaux</b>			
Fonds régional Investissement Jeunesse	475 000	503 358	1 522 276
Forum jeunesse	265 950	263 094	312 023
Fonds jeunesse René-Lévesque	17 849	17 849	74 262
Revenu des partenaires en développement des collectivités		51 381	
Table des aînés	125 200	115 167	134 027
Programme de mise en valeur des ressources du milieu forestier	2 968 000	2 756 513	2 837 724
Administration			
Salaires et charges sociales	68 000	55 202	56 965
Volet II (autres dépenses)		5 277	7 578
Cerf de virginie	20 000	19 100	18 500
Certification forestière		50 655	
Fonds de soutien au développement culturel (MCC)	51 966	95 168	47 947
Mobilité durable			47 245

# Conférence Régionale des Élus de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine

## Annexes consolidées

pour l'exercice terminé le 31 mars 2013

	2013-03-31		2012-03-31
	Budget	Réel	Réel
	\$	\$	\$
Fonds de support à la diversification économique (MAMROT)	120 000	170 772	125 548
Éolien communautaire		37 217	135 290
Société du chemin de fer Gaspésie		106 570	98 474
Commission des Ressources naturelles et du territoire	600 000	666 787	595 296
Ressources naturelles alternatives		(192)	28 224
Transport collectif		90 663	71 400
Table de concertation régionale des véhicules hors route	61 843	16 377	74 554
Partenaires - Services partagés en technologie de l'information et des communications		15 000	
Entente de collaboration lutte contre la pauvreté	527 980	153 656	388 077
Alliance pour solidarité	2 174 110	117 157	96 849
Entente en économie sociale	107 205	63 484	87 852
Stratégie d'établissement durable		55 640	
Programme régional de développement agro-alimentaire	324 954	158 250	304 842
Condition féminine	27 000	30 000	27 000
Fonds d'urgence pour la réparation de chemins et sentiers forestiers	3 397 112	3 200 859	1 452 888
Programme de maintien de l'accessibilité aux terres du domaine de l'État à vocation faunique et multiressource	4 750		312 114
Forum Innovation		6 165	
Engagement jeunesse	77 150	42 263	12 966
Entente sur les conditions de vie des aînés	574 204	364 716	259 148
Entente spécifique en immigration	52 458	121 934	194 097
Mentorat		20 104	
Bureau de logistique des transports	255 934	7 479	75 600
Bilan Innovation			
Innovare	205 000	117 654	110 246
Instance Régionale de Mobilisation pour l'amélioration des conditions de réussite des jeunes Gaspésiens et Madelinots	643 341	267 916	146 092
Entente spécifique Fonds de Soutiens aux événements culturels	39 040	36 500	25 807
Entente immigration participation jeunesse		14 000	
Entente spécifique développement culturel participation jeunesse		21 875	
Entente arts et lettres participation jeunesse		40 000	
Entente arts et lettres autres partenaires		15 000	
Table Éducation et Formation Emploi	24 500	27 705	80 736
	<b>13 208 546</b>	<b>9 918 315</b>	<b>9 761 647</b>